



POSTE ENEDIS D'AIGUEBELLE (73)

Gestion des eaux pluviales
et assainissement non collectif

Etude préalable

Rapport

SOMMAIRE

1. OBJET DE L'ETUDE - HISTORIQUE	3
2. CONSISTANCE DES TRAVAUX	4
3. CONTRAINTES EN MATIERE DE REJETS D'EAUX PLUVIALES ET USEES	5
3.1. Contexte global	6
3.1.1. Situation du poste	6
3.1.2. Contexte géologique et hydrogéologique	6
3.1.3. Les zones naturelles à proximité	8
3.1.4. Risques naturels	10
4. ESQUISSE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET USEES	12
4.1. Principe de gestion des eaux pluviales du site	12
4.1.1. Etat actuel	12
4.1.2. Etat de projet	13
4.2. Assainissement non collectif	17
4.3. Evaluation sommaire des incidences du projet (eaux pluviales)	18
5. CONTEXTE REGLEMENTAIRE	21
5.1. Réglementation nationale	21
5.1.1. Le code civil	21
5.1.2. La Loi sur l'eau et les milieux aquatique (LEMA)	21
5.1.3. Evaluation environnementale	22
5.2. Réglementation locale	23
5.2.1. PLU - POS	23
5.2.2. Plan de prévention des risques naturels	23
5.2.3. Périmètre de protection du forage	24
6. SYNTHESE ET CONCLUSIONS	25

FIGURES

Figure 1 : Extrait plan de projet.....	4
Figure 2 : Plan de situation	6
Figure 3 : Plan des périmètres de protection du forage de Mollard Vacher	7
Figure 4 : Extrait de l'avis de M. Tardy 1997	7
Figure 5 : ZNIEFF de l'Arc -extrait Geoportail.....	9
Figure 6 : Zone Natura 2000 du Massif de la Lauzière - extrait Géoportail.....	9
Figure 7 : Extrait du PPRI (page de garde des hauteurs de référence)	10
Figure 8 : Extrait plan des hauteurs de référence (feuille 35).....	11
Figure 9 : Extrait du plan de bornage du terrain ENEDIS.....	12
Figure 10 : Surfaces imperméabilisées état projet	13
Figure 11 : Coupe schématique du point de rejet dans le lit mineur de l'Arc.....	14
Figure 12 : Gestion et point de rejet des eaux pluviales.....	15
Figure 13 : Extrait plan de zonage réglementaire (feuille 35).....	23
Figure 14 : Extrait du règlement du PPR	24

1. OBJET DE L'ETUDE - HISTORIQUE

ENEDIS projette des travaux sur le poste source d'Aiguebelle sur la commune de Randens.

Ce poste se situe en rive droite de l'Arc, et à proximité d'un forage d'eau potable, non déclaré d'Utilité Publique.

En 2015, dans le cadre du projet initial de remplacement et d'ajout éventuel d'un second transformateur, ENEDIS a souhaité vérifier le fonctionnement de la fosse déportée* existante sur le site, ce qui a fait l'objet d'une première étude (F0590 de décembre 2015). Cette étude a permis de diagnostiquer le dysfonctionnement de la fosse déportée et de son exutoire (puits d'infiltration), conduisant à des rejets possibles d'huiles dans le sol en cas de fuite d'un transformateur. L'étude concluait par conséquent à la proposition de remplacement de la fosse déportée et de son exutoire.

Parallèlement, une étude de mise en conformité de l'assainissement non collectif a été réalisée, concluant sur la mise en oeuvre d'un ANC de filière classique avec épandage, en concertation avec le SPANC.

Entre 2015 et 2017, le projet ENEDIS a évolué, prenant en compte la pose du second transformateur, la construction d'une nouvelle fosse déportée et l'ajout d'un second bâtiment.

Une seconde étude a donc été réalisée en juin 2017 afin de rechercher et dimensionner un nouvel exutoire à la fosse déportée à reconstruire et aux eaux pluviales du bâtiment. Cette étude a permis de proposer un rejet des eaux pluviales par infiltration superficielle, dans l'enceinte du poste, et l'adjonction d'un séparateur de classe 1 en sortie de fosse déportée, pour tenir compte de la vulnérabilité de la nappe aquifère exploitée.

Dans le cadre de la régularisation projetée du forage et des échanges entre l'ARS et ENEDIS durant l'été 2017, il est à présent demandé d'étudier la possibilité de rejet direct dans l'Arc de la totalité des écoulements d'origine pluviale provenant de la fosse déportée et des toitures, ainsi que ceux sortant de l'ANC, afin de réduire au maximum le risque de pollution de la nappe.

Cette étude, de niveau faisabilité, fait l'objet du présent rapport. Il doit notamment permettre aux services de l'Etat de statuer sur le régime administratif du projet au titre de la loi sur l'eau.

* fosse déportée : ouvrage séparateur et récupérateur d'huiles isolantes issues de fuites accidentelles de transformateurs Consistance du projet

2. CONSISTANCE DES TRAVAUX

Le projet de rénovation du poste source ENEDIS d'Aiguebelle comprend en particulier :

- la pose de 2 transformateurs en remplacement de celui existant,
- la réalisation d'un nouveau bâtiment de commande,
- la construction d'une nouvelle fosse déportée,
- la réalisation d'un nouvel assainissement non collectif.

Le plan état de projet est le suivant :

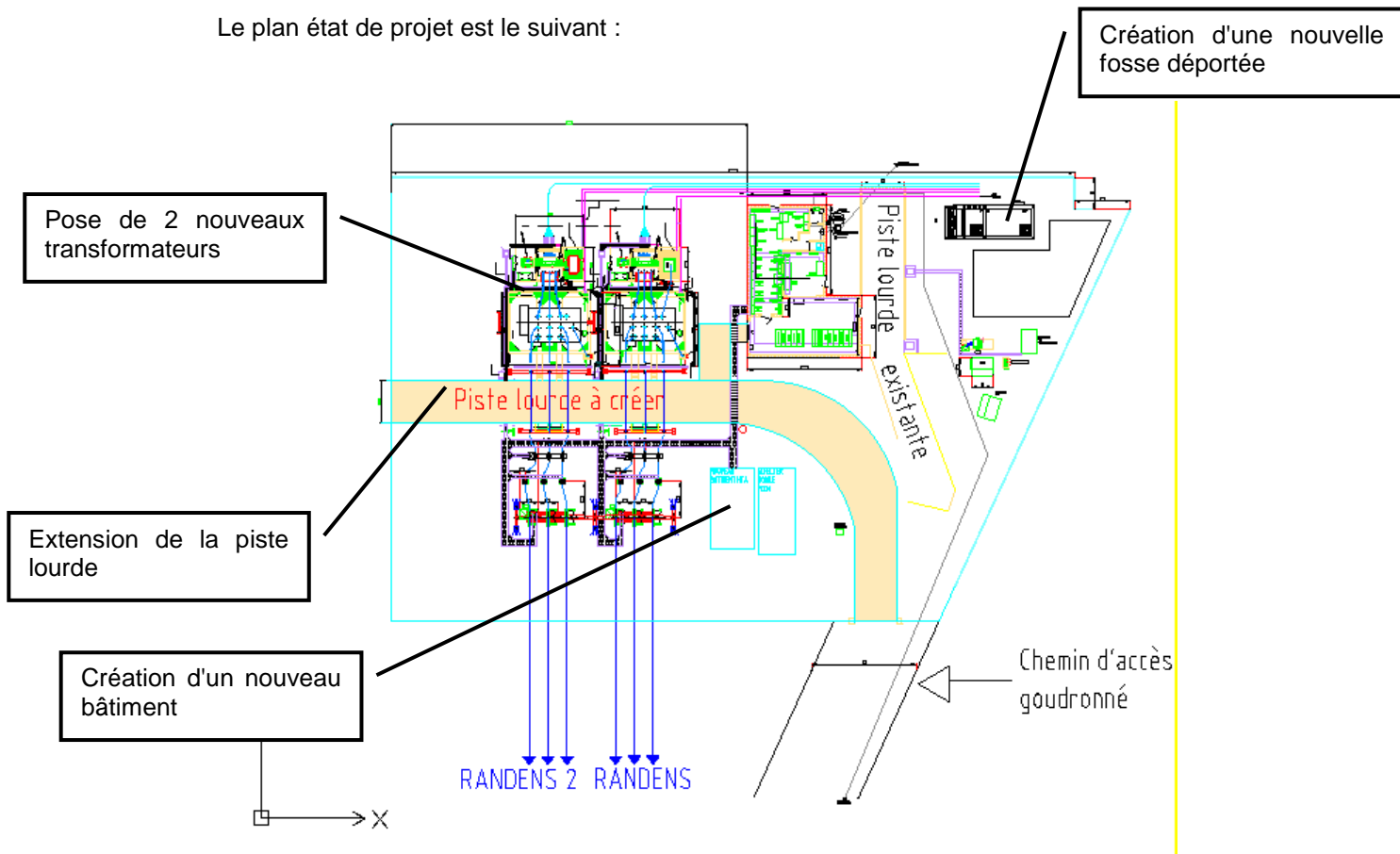


Figure 1 : Extrait plan de projet

3. CONTRAINTES EN MATIERE DE REJETS D'EAUX PLUVIALES ET USEES

Les données suivantes ont été recueillies :

- Plan masse du poste source,
- Données sur la nappe aquifère de l'Arc
- Données et instructions émises par l'ARS, concernant le forage de Mollard Vacher.
- Plan de prévention des risques naturels prévisibles sur la commune

Par ailleurs des contacts ont été pris auprès de la commune et de la communauté de communes Porte de Maurienne.

La collecte de ces données complète plusieurs visites de terrain, entre mars 2015 et sept 2017, dont une au cours de laquelle un test de perméabilité superficielle de type Porchet a été réalisé.

Les paragraphes suivants précisent les données concernant le forage et ses périmètres de protection, ainsi que le Plan de prévention des risques.

Photo du site actuel



3.1. CONTEXTE GLOBAL

3.1.1. Situation du poste

Le poste source en projet se situe sur la commune de Randens, en rive droite de l'Arc, à une altitude de 330 m NGF.

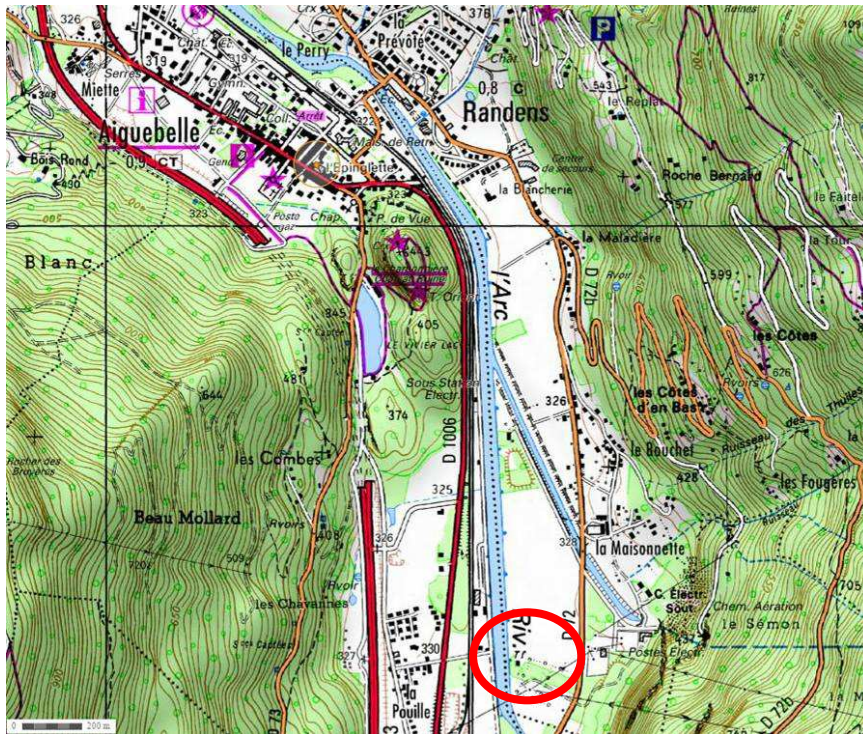


Figure 2 : Plan de situation

3.1.2. Contexte géologique et hydrogéologique

D'un point de vue géologique, le poste source ENEDIS repose sur un épais matelas alluvial d'origine fluvio-glaciaire, d'une épaisseur supérieure à 70 m.

Une nappe d'accompagnement de l'Arc s'établit au droit du site, à une profondeur de 8 m correspondant sensiblement au niveau des écoulements moyens de l'Arc.

La perméabilité de $1.9 \cdot 10^{-3} \text{ m/s}$ (Source : rapport M. Tardy 1997), indique que la nappe est vulnérable aux risques de pollution par infiltration.

Un forage situé à proximité du poste exploite la nappe pour l'eau potable, depuis la construction de l'autoroute A43..

Le projet de poste se localise dans le périmètre rapproché de ce forage.

Ses périmètres et règlements ne sont pas à l'heure actuelle déclarés d'utilité publique, néanmoins, l'ARS souhaite que les contraintes respectent voire renforcent le règlement proposé en 1997.

Les données collectées concernant les périmètres de protection du forage de Mollard Vacher sont les suivantes :

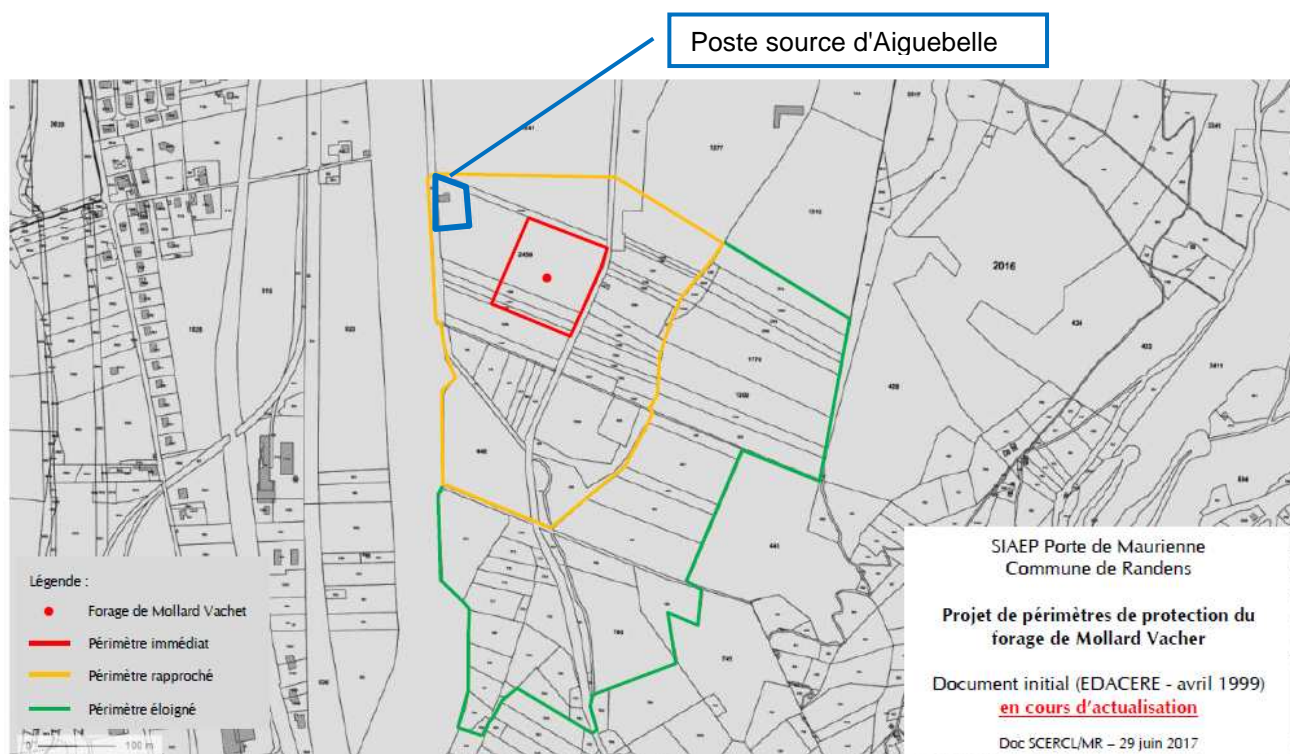


Figure 3 : Plan des périmètres de protection du forage de Mollard Vacher

Le poste ERDF s'inscrit en limite aval du périmètre de protection rapproché, pour lequel le règlement suivant s'appliquerait :

II.7.1.2.1.2 - Périmètre de protection rapprochée

Seront interdites les activités suivantes :

- toute construction aérienne ou souterraine,
- l'ouverture de carrière,
- la création de route ou de piste,
- le stockage, dépôt, épandage, rejet de toutes substances polluantes (hydrocarbures, fumiers, lisiers, purins, boues de station d'épuration, produits phytosanitaires, etc...).
Tout au plus, l'amendement des sols pourra être autorisé par apport d'engrais chimique ou minéral, utilisés dans des doses n'excédant pas 170 kg d'azote par hectare et par an,
- la pratique d'une culture intensive (maïs, céréales, maraîchage, etc...),
- le pâturage sous toutes ses formes.

Figure 4 : Extrait de l'avis de M. Tardy 1997

Selon les échanges entre l'ARS et ENEDIS, il a été convenu, au delà des prescriptions ci dessus, de ne rejeter ni eaux pluviales traitée en sortie de fosse déportée, ni eaux pluviales interceptées par la toiture du futur bâtiment, ni celles issues de l'ANC.

3.1.3. Les zones naturelles à proximité

La sensibilité écologique du site est essentiellement liée à la présence du cours d'eau de l'Arc en contre bas, qui justifie l'existence d'une ZNIEFF de type 1 sur le cours aval de l'Arc :



L'Arc en contre bas du site

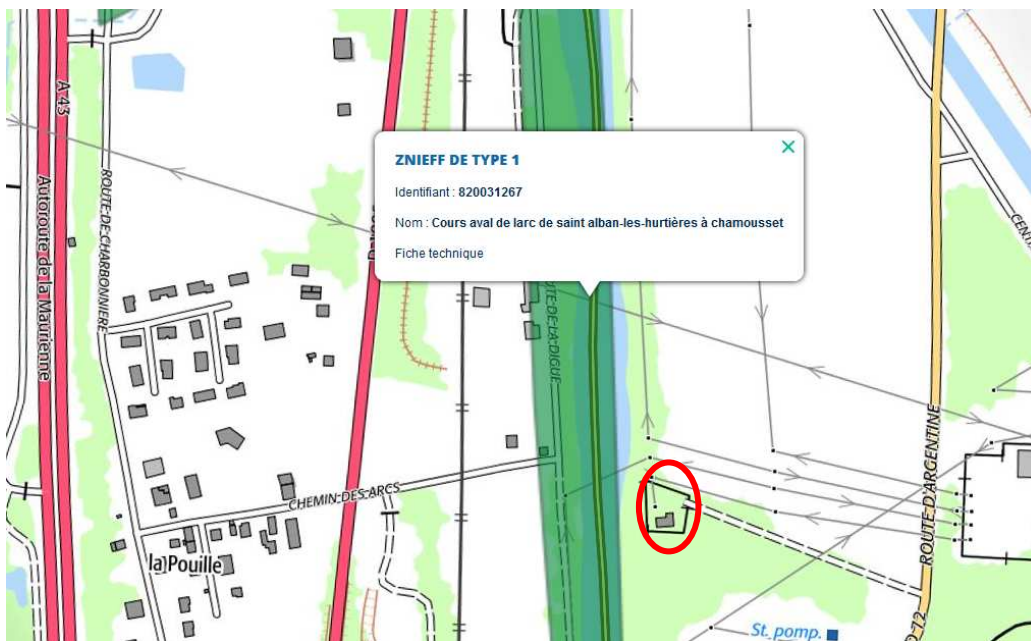


Figure 5 : ZNIEFF de l'Arc -extrait Geoportail

Au delà de l'Arc, on peut noter la zone Natura 2000 du "Massif de la Lauzière", dont la limite coté sud-est se situe à 1 km du poste ENEDIS

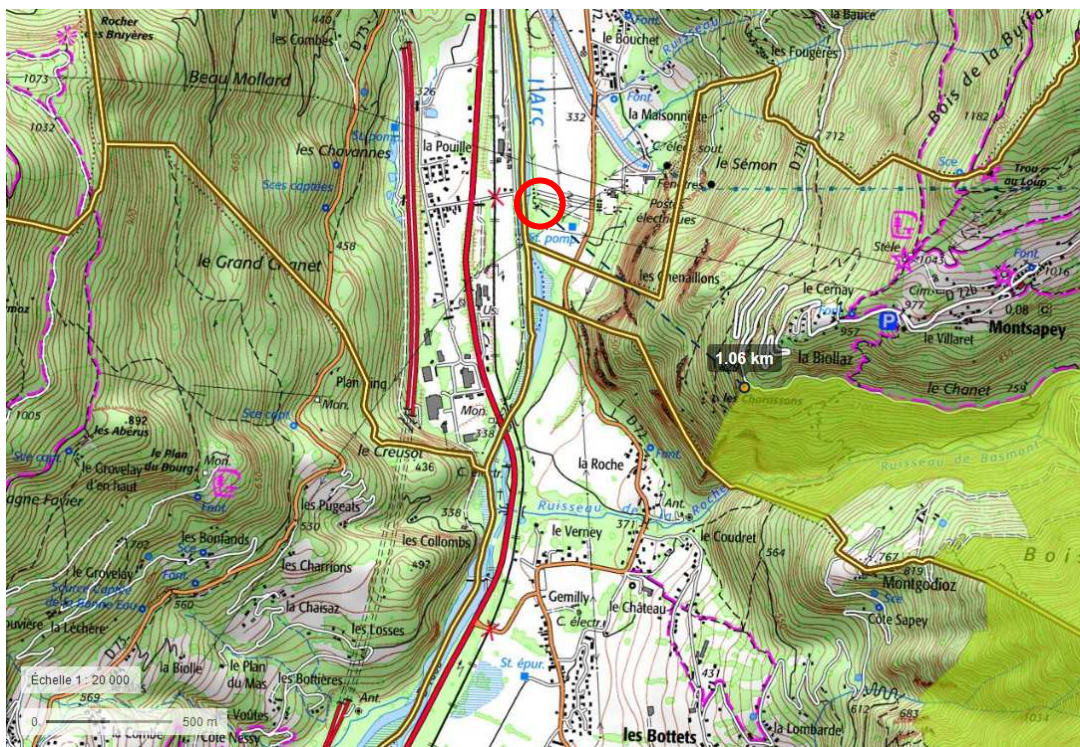


Figure 6 : Zone Natura 2000 du Massif de la Lauzière - extrait Géoportail

3.1.4. Risques naturels

Le poste source se situe en bordure la rivière Arc, soumis à risques de crues.

Le PPR précise les aléas et le zonage réglementaire. Les extraits ci dessous permettent de connaître la cote de référence de la crue centennale de l'Arc au droit du site (cote au droit du profil P39 de 327.22, soit environ 3 mètres sous le niveau de la plateforme du poste source) :



Figure 7 : Extrait du PPRI (page de garde des hauteurs de référence)

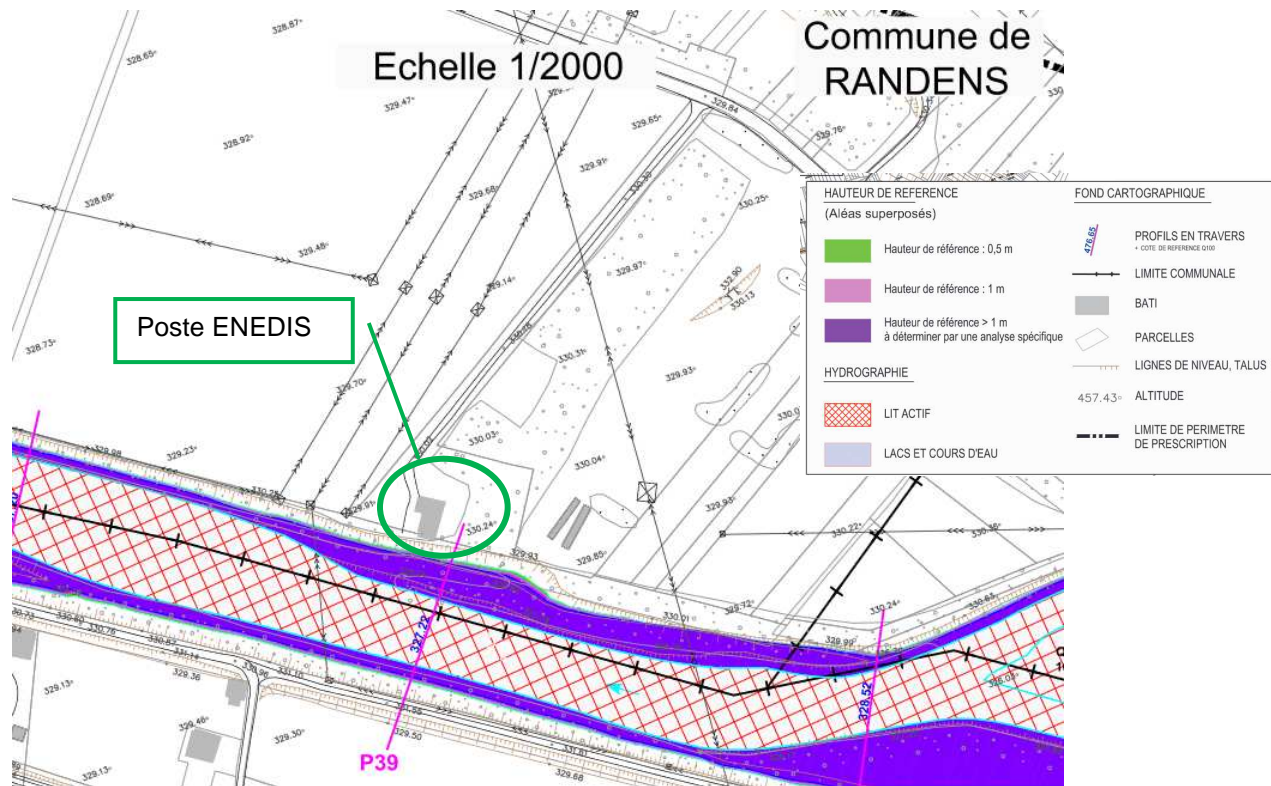


Figure 8 : Extrait plan des hauteurs de référence (feuille 35)

4. ESQUISSE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES ET USEES

Une esquisse des aménagements de gestion des eaux pluviales et des eaux usées est proposée en fonction des contraintes pré-identifiées.

4.1. PRINCIPE DE GESTION DES EAUX PLUVIALES DU SITE

4.1.1. Etat actuel

Le terrain d'assiette du poste (comprenant la voie d'accès) présente une surface de 4 368 m², d'après le plan de bornage réalisé le 15 juillet 2015. Ce terrain d'assiette n'intercepte pas à proprement parlé de bassin versant, tant le relief est plat.

Actuellement, les zones imperméabilisées ont pour surface totale 290 m² et comprennent :

- la toiture du bâtiment (130 m²), toit plat, pas de collecteur d'eaux pluviales,
- la piste lourde (130 m²), sans collecteur d'eaux pluviales,
- les bacs sous transformateurs (30 m²), reliés à une fosse déportée et dont le rejet se fait dans un puits d'infiltration.

Ainsi, le rejet actuel des eaux pluviales interceptées se fait essentiellement en infiltration superficielle pour la toiture et la piste lourde (absence de collecte et de rejet particulier), en revanche, pour les eaux pluviales interceptées par les transformateurs, le rejet se fait par un puits d'infiltration, qui ne fonctionne pas correctement.

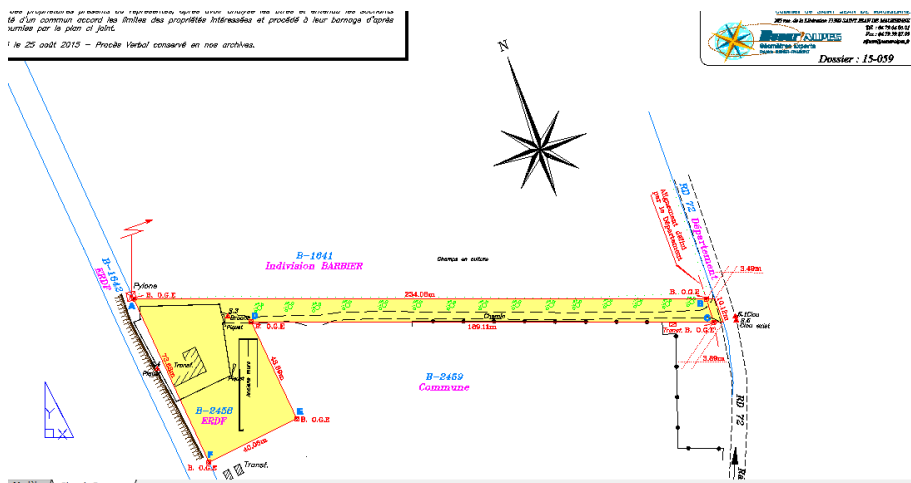


Figure 9 : Extrait du plan de bornage du terrain ENEDIS

4.1.2. Etat de projet

Dans l'état de projet, la surface imperméabilisée va être augmentée à 690 m², comprenant

- la toiture du bâtiment actuel et du futur bâtiment (30 m²), soit au total : 160 m²
- la piste lourde qui va être modifiée (130 + 300 m²) : 430 m²,
- les bacs sous transformateurs : total 100 m².

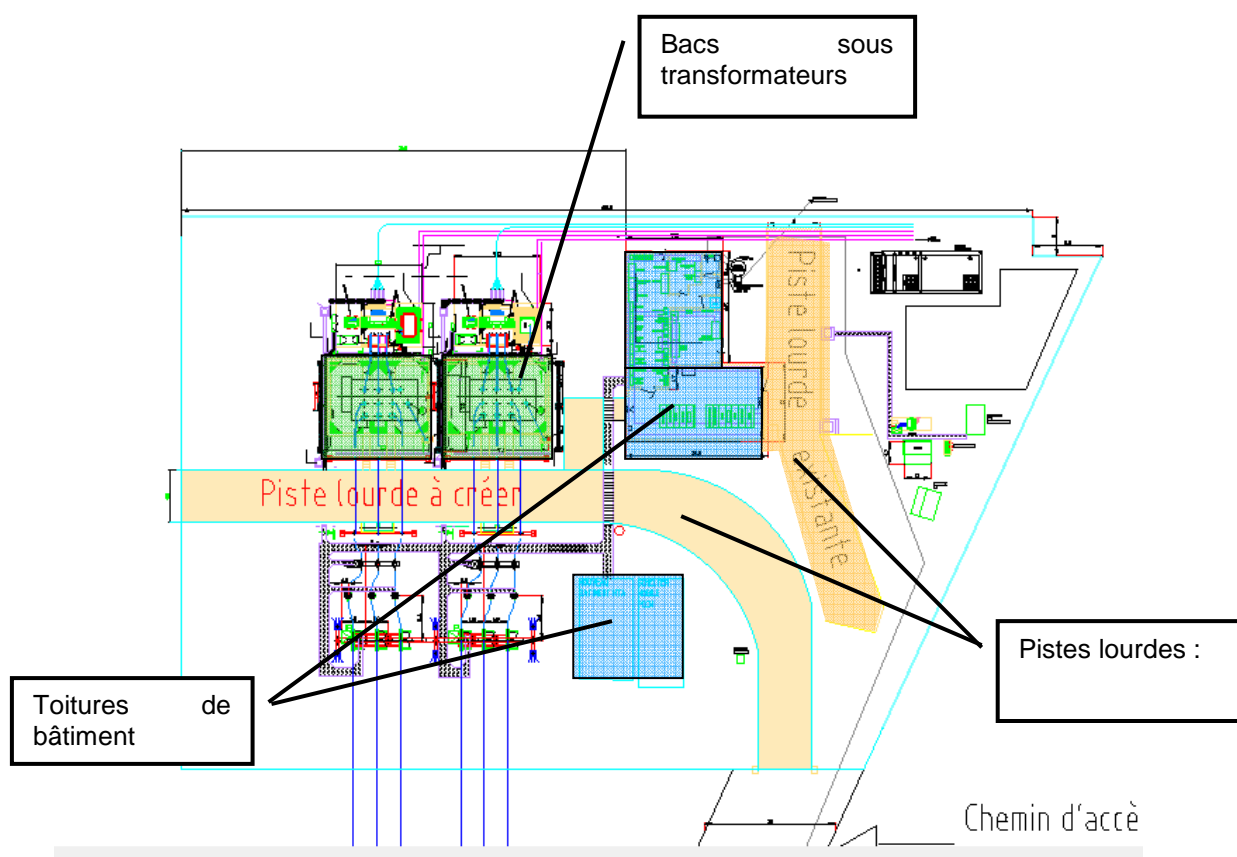


Figure 10 : Surfaces imperméabilisées état projet

Une première solution en infiltration superficielle a été dimensionnée, et à présent, compte tenu du souhait de l'ARS, la solution d'un rejet total à l'Arc des eaux pluviales de toiture et en sortie de fosse déportée, en dehors du périmètre rapproché, est étudiée.

Le rejet direct concernerait alors la nouvelle toiture (30 m²) et la surface interceptée par la fosse déportée (100 m²).

Les pistes ne feraient pas l'objet de collecte d'eaux pluviales spécifique compte tenu du très faible trafic attendu, de même, la toiture existante qui est plate et dépourvue de collecteur ne serait pas collectée.

L'analyse de la faisabilité du rejet à l'Arc doit tenir compte des niveaux de crues de l'Arc.

Au droit du poste ENEDIS, l'Arc présente un lit moyen en rive droite, d'une largeur d'une vingtaine de mètres. Cette partie de lit est empruntée par les écoulements de petites crues et ne présente pas de signe d'érosion particulier.

Le poste est perché en haut d'un talus d'environ 5 mètres au dessus de ce lit moyen. Ce talus, de pente d'environ 35 ° est végétalisé et est occupé par de grands arbres de plusieurs dizaines d'années.

Il ne semble pas exister de protection spécifique de ce talus, sauf s'il est recouvert par une couche de terre végétale.

En termes de cotes, la coupe schématique permet d'apprécier les différentes altimétries :

COUPE SCHEMATIQUE AU DROIT DU POSTE ENEDIS

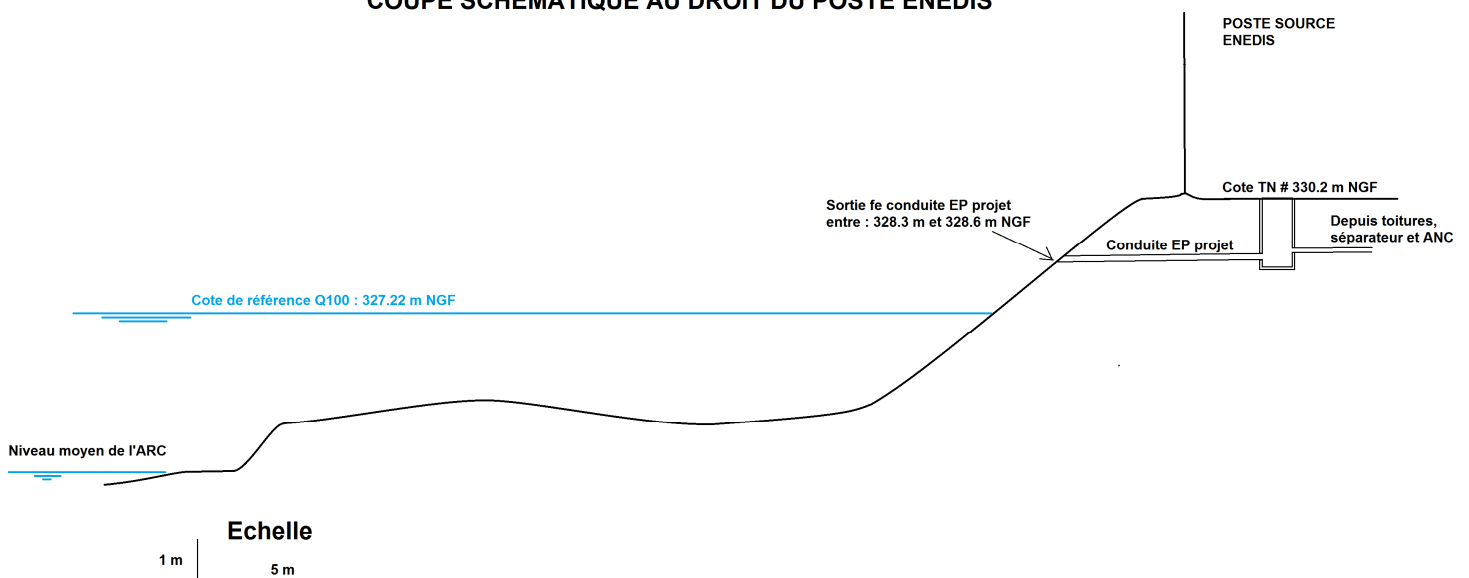


Figure 11 : Coupe schématique du point de rejet dans le lit mineur de l'Arc

Compte tenu des altimétries des ANC et fosse déportée, on peut noter que la conduite de rejet qui pourrait être disposée dans le talus sortirait à environ 1,4 à 1,7 mètres sous le TN du poste, ce qui correspond à plus de 1 mètre au dessus de la cote centennale de référence de l'Arc.

Cela permet d'avancer :

- que la conduite ne serait pas mise en charge par l'aval en cas de crue centennale de l'Arc,
- que les travaux de pose de la conduite (tranchée dans la berge) n'impacteraient en rien la berge sous la cote de crue centennale (les travaux seraient réalisés par le haut du talus),

- qu'il conviendra néanmoins de protéger le talus contre l'érosion des eaux pluviales rejetées du poste, selon leur débit.

La limite du périmètre de protection rapproché n'étant pas définie précisément sur fond de plan topographique, il conviendra de vérifier le point de rejet par rapport à cette limite.

Le principe de gestion des eaux pluviales en état de projet serait alors le suivant :

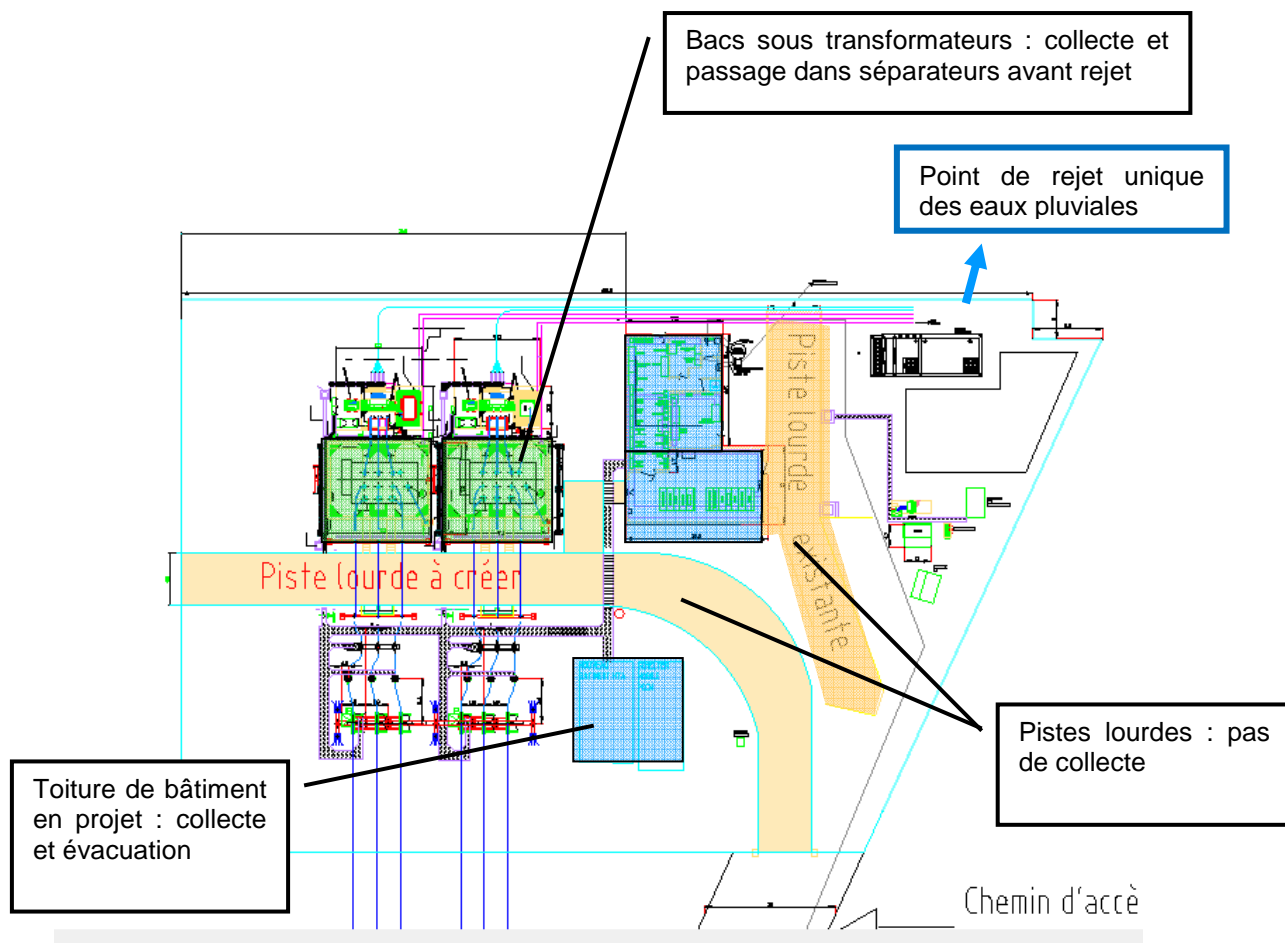


Figure 12 : Gestion et point de rejet des eaux pluviales



Photo de la limite du poste coté Arc



Photo du talus en contre bas du poste

4.2. ASSAINISSEMENT NON COLLECTIF

L'assainissement non collectif du bâtiment doit être réhabilité.

La filière classique comprenant fosse toutes eaux et épandage adapté aux faibles rejets avaient été proposée, en accord avec le SPANC.

Dans le cadre de la demande de l'ARS, cette filière pourrait être modifiée, en remplaçant l'épandage classique par un filtre à sable drainé vertical ou un filtre compact agréé, avec un rejet direct vers l'Arc, au même endroit que le rejet d'eaux pluviales.

4.3. EVALUATION SOMMAIRE DES INCIDENCES DU PROJET (EAUX PLUVIALES)

❖ Bassin versant intercepté

Le poste n'intercepte pas de bassin versant. Aucun écoulement provenant de l'extérieur du site n'est donc intercepté.

❖ Les eaux pluviales du site en phase travaux :

La surface d'assiette du poste est de 4 328 m².

Les principales incidences potentielles en phase travaux sont les suivantes :

- Mobilisation de fragments des massifs actuels du transformateur (potentiellement polluants) par les pluies pendant la phase de démolition,
- Production d'eaux pluviales chargées en MES lors des travaux de terrassement, et des navettes d'engins le long de la voie d'accès au poste,
- Déversement accidentel de produits polluants lors des travaux de ravitaillement ou de construction (hydrocarbures, lessivage de béton, etc..).

Un plan d'assurance environnemental devra être mis au point par l'entreprise, respectant des contraintes particulières à préciser dans le DCE travaux, compte tenu de la vulnérabilité du milieu (nappe aquifère et cours d'eau vulnérables).

Il pourra s'agir en particulier :

- de l'interdiction de stocker des hydrocarbures et de remplir les engins sur place (une plateforme dédiée en dehors du site devra alors être mise en place),
- d'exiger de l'entreprise de disposer un stock de matériaux absorbant en cas de fuite accidentelle d'un engin,
- de la mise en place d'un ouvrage de décantation en amont du rejet, lequel pourra être réutilisé en phase exploitation...

❖ Eaux pluviales du site en phase exploitation et situation exceptionnelle :

Lors de la phase exploitation, l'intervention sur le poste reste très limitée (un ou 2 agents, en moyenne 1 fois par mois, avec véhicule léger). Le principal risque environnemental est lié à la présence des transformateurs contenant de grandes quantités d'huile diélectrique et du risque d'incendie (situation accidentelle).

💧 Eaux pluviales sur le projet de poste - aspect quantitatif

Actuellement, la zone imperméabilisée correspondant au bâtiment, au bac sous transformateur et à la voirie est d'environ 290 m². Cette surface donne lieu actuellement à des rejets par infiltration.

Dans l'état de projet, et selon la proposition de gestion des écoulements, la surface imperméabilisée serait augmentée à 690 m² mais seule la surface du nouveau bâtiment et des bacs sous transformateurs seraient collectées et évacuées vers l'Arc.

Les autres surfaces imperméabilisées ne feraient pas l'objet d'une collecte.

D'un point de vue quantitatif, le projet se traduirait donc par la création d'un rejet d'eaux pluviales dans le milieu superficiel sur la base d'une nouvelle surface de 130 m².

Lors d'un orage intense, le débit généré par une pluie s'abattant sur les surfaces concernée peut être calculé comme suit : compte tenu de la surface très faible interceptée, nous considérerons l'occurrence d'un orage intense de durée 6 min, et de fréquence décennale ou trentennale. Les données météo France de Voglans sont utilisées. En tenant compte d'un coefficient de ruissellement de 1, le débit occasionné par ce type d'événement sur les 130 m² collectés se calcule par la loi rationnelle **Q=CiA/3600**, avec

- C : coefficient de ruissellement : 1
- I10 : intensité de la pluie : 146 mm/h
- A : surface : 130 m²

Soit Q10 = 5.3 l/s.

Le même calcul mené avec la pluie trentennale aboutit à un débit de 6.9 l/s.

Ce débit est très faible au regard du débit de crue de l'Arc (Q100 : 1000 m³/s).

Le rejet aura donc un effet négligeable sur les écoulements de l'Arc. Le point qu'il conviendra de soigner est la protection du talus contre les risques d'érosion liées à l'écoulement de ce débit pluvial. En effet, la conduite de rejet se situera en partie haute du talus.

Eaux pluviales sur le projet de poste - aspect qualitatif

Les incidences potentielles du projet, en phase exploitation, sur la qualité des rejets d'eaux pluviales concernent principalement :

- les hydrocarbures contenus dans les véhicules : le risque de déversement accidentel sur les parties de voiries non collectées (pistes) est faible, compte tenu de la faible fréquentation du poste et du type d'intervention (véhicule léger pour intervention dans la salle de commande du bâtiment). Néanmoins, la présence de consignes particulières et de produits absorbants devra être prévue.

- l'huile di-électrique contenue dans les transformateurs : En cas de faible fuite, le séparateur gravitaire et le séparateur de classe 1 permettront d'intercepter l'huile présente dans les eaux pluviales avant rejet dans le talus du cours d'eau de l'Arc, avec une concentration maximale de 5 mg/l conformément aux objectifs des séparateurs de classe 1. Ces ouvrages nécessiteront un entretien régulier. A défaut, un système d'obturation automatique de la sortie du séparateur de classe 1, couplé à une alarme seront mis en place pour déclencher une intervention. A noter que la capacité de la fosse déportée permet de recevoir une quantité d'eaux pluviales assez importante avant la mise en charge complète du système et du débordement au dessus des bacs sous transformateurs.

En cas de fuite massive d'un transformateur (cas extrêmement rare), l'huile sera stockée dans le bac récupérateur de la fosse déportée, via le séparateur gravitaire.

C'est le cas d'incendie qui peut présenter le plus gros risque de pollution du sol et de la nappe, en cas de projection d'eau chargée de produits polluants en dehors des bacs

récupérateurs. Différentes solutions existent, dont la mise en place d'écrans sur 3 des 4 cotés des transformateurs, afin d'intercepter les liquides polluants issus de l'extinction d'incendie et de les contenir dans la fosse déportée.

Concernant les autres eaux pluviales :

L'infiltration d'eaux pluviales propre (toitures existante et voiries non collectées) ne sera pas de nature à générer une pollution du sol et de la nappe.

On note enfin, que la percolation des eaux de pluies peuvent actuellement entrainer des polluants dans le sol compte tenu de l'absence d'assainissement aux normes et du dysfonctionnement avéré de la fosse déportée actuelle.

La situation future permettra de réduire les risques de pollution du sol et de la nappe.

5. CONTEXTE REGLEMENTAIRE

5.1. REGLEMENTATION NATIONALE

5.1.1. Le code civil

Par ses articles 640, 641, et 681, le code civil définit les droits et devoirs des propriétaires fonciers à l'égard des eaux pluviales. En particulier, le pétitionnaire :

- ne doit pas aggraver l'écoulement en aval (pas d'augmentation de débit),
- doit recueillir l'autorisation écrite du propriétaire du premier milieu récepteur (en l'occurrence les services de l'Etat) au niveau du rejet des eaux pluviales.

En théorie, un bassin d'écêtement des eaux pluviales avant rejet serait nécessaire afin de respecter le principe de non augmentation du débit en aval. Cependant, compte tenu de la faible surface en jeu et de la contrainte de non stockage de produits potentiellement polluant sur le site, il n'est, a priori, pas projeté de bassin d'écêtement à ce stade.

5.1.2. La Loi sur l'eau et les milieux aquatique (LEMA)

Au regard du projet, les 2 seules rubriques du code de l'environnement qui pourraient être concernées par le présent projet figurent dans le tableau suivant, elles sont relatives au rejet d'eaux pluviales et à l'intervention dans le lit mineur de l'Arc :

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin versant naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha : A 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha : D	Surface terrain : 0.4 ha	sans

Rubrique	Intitulé	Caractéristiques du projet	Régime
3.1.5.0	Installations, ouvrages, travaux ou activités, dans le lit mineur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères, les zones de croissance ou les zones d'alimentation de la faune piscicole, des crustacés et des batraciens, ou dans le lit majeur d'un cours d'eau, étant de nature à détruire les frayères de brochet : 1° Destruction de plus de 200 m ² de frayères : A 2° Dans les autres cas : D	Intervention en dehors du lit vif	Déclaration

Le projet pourrait donc être soumis à déclaration au titre du code de l'environnement, et un dossier réglementaire devrait donc être déposé, comprenant l'ensemble des pièces nécessaires à son instruction.

Le présent rapport doit notamment permettre d'effectuer une pré-information auprès de la DDT, afin de faciliter l'instruction administrative du projet.

Le respect des réglementation et dispositifs découlant de la LEMA devront également être traités dans le dossier déclaratif (respect directive SDAGE par exemple).

5.1.3. Evaluation environnementale

Selon l'article L122-1 du Code de l'Environnement, *"Les projets qui, par leur nature, leur dimension ou leur localisation, sont susceptibles d'avoir des incidences notables sur l'environnement ou la santé humaine font l'objet d'une évaluation environnementale en fonction de critères et de seuils définis par voie réglementaire et, pour certains d'entre eux, après un examen au cas par cas effectué par l'autorité environnementale."*

L'évaluation environnementale est un processus constitué de l'élaboration, par le maître d'Ouvrage, d'un rapport d'évaluation des incidences sur l'environnement (Etude d'impact), et de la réalisation des consultations, et de l'examen du dossier par l'autorité compétente.

L'attention est attirée sur le fait que le projet doit être présenté et analysé dans sa globalité, lorsqu'il présente par exemple plusieurs tranches, ou différents types de travaux (postes et lignes).

Selon l'article R.122-2 du Code de l'Environnement, les projets (ou leur extensions) relevant d'une ou plusieurs rubriques énumérée dans le tableau annexé et dépassant les seuils définis font l'objet d'une évaluation environnementale, de façon systématique ou après un examen au cas par cas.

En particulier, conformément à l'annexe de l'article R.122-2, les postes sources s'inscrivent dans une procédure "au cas par cas", puisque faisant partie de la catégorie de projet N°32 "Construction de lignes électriques aériennes en haute et très haute tension", projet de type : Postes de transformation dont la tension maximale de

transformation est égale ou supérieure à 63 kV, à l'exclusion des opérations qui n'entraînent pas d'augmentation de la surface foncière des postes."

Dans ce cas, le Maître d'Ouvrage doit formuler une demande d'examen au cas par cas à l'autorité environnementale, sous forme de dossier décrivant les caractéristiques du projet, les éventuels travaux de démolition, ainsi que les incidences notables que son projet est susceptible d'avoir sur l'environnement et la santé humaine.

Dans un délai de 35 jours à réception du formulaire complet, l'Autorité Environnementale informe le Maître d'Ouvrage par décision motivée de la nécessité ou non de réaliser une évaluation environnementale.

Le contenu de l'étude d'impact est défini aux articles R122-4 et R122-5 du Code de l'Environnement.

5.2. REGLEMENTATION LOCALE

5.2.1. PLU - POS

La commune de Randens ne dispose ni de PLU ni de POS, c'est le RNU qui s'applique alors, sans autre contraintes que les articles déjà cités précédemment, notamment le code civil.

5.2.2. Plan de prévention des risques naturels

Au niveau de l'aspect réglementaire, le poste se situe en zone blanche du zonage réglementaire du PPR de l'Arc aval, mais à l'intérieur du périmètre de prescription du PPRI :

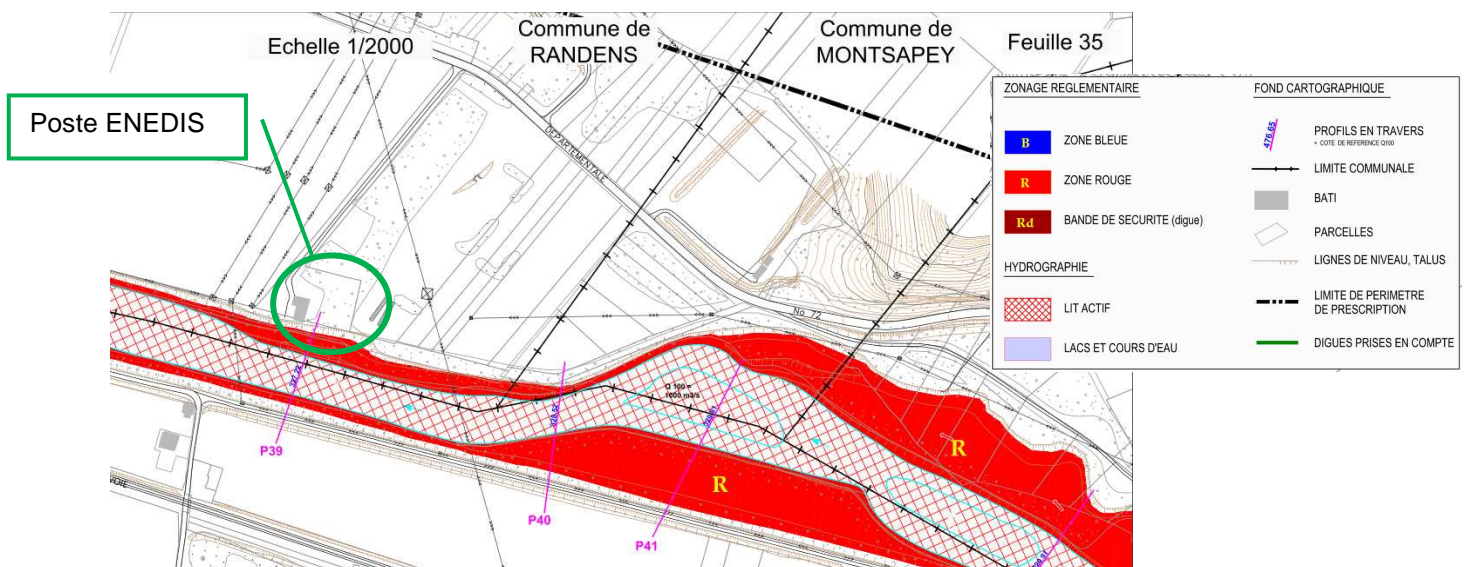


Figure 13 : Extrait plan de zonage réglementaire (feuille 35)

Le rejet souhaité concerne le lit mineur, pour lequel le règlement précise les points suivants :

Article 1 – Préservation des lits mineurs

La loi sur l'eau définit le lit mineur d'un cours d'eau comme étant l'espace recouvert par les eaux coulantes à pleins bords avant débordement. Il correspond en général à la zone comprise entre les crêtes de berges ou de digues.

Le lit mineur est mobilisé régulièrement par les crues. L'ensemble du lit mineur doit rester naturel, afin de permettre l'écoulement optimal des crues et la « respiration » de la rivière (espace de bon fonctionnement morphologique et biologique). En particulier, on veillera à interdire l'édification de pile d'ouvrage dans le lit mineur des cours d'eau.

Tout projet autre que ceux cités ci-dessous est interdit dans l'emprise du lit mineur des cours d'eau.

Peuvent être autorisés :

1. Sous réserve qu'ils maintiennent la capacité d'écoulement en crue centennale et qu'ils soient conçus de manière à limiter la formation d'embâcle, les constructions et les installations nécessaires au fonctionnement des services d'intérêt collectif ou général, les infrastructures (notamment les infrastructures de transports routiers, ferroviaires, de fluides, les ouvrages de franchissement aériens ou souterrains), les équipements et ouvrages techniques qui s'y rattachent, sous réserve que le maître d'ouvrage prenne des dispositions appropriées aux risques, y compris ceux créés par les travaux ;
2. Tous travaux et aménagements de nature à réduire les risques, notamment ceux autorisés au titre de la loi sur l'eau (ou valant loi sur l'eau), et ceux réalisés dans le cadre d'un projet global d'aménagement et de protection contre les inondations ;
3. Les ouvrages liés à l'usage de l'eau, sous réserve qu'ils supportent l'inondation, qu'ils ne présentent pas de risque de formation d'embâcle et qu'ils soient suffisamment ancrés au sol ;

Toute Installation, Ouvrage, Travaux ou Activité (**IOTA**) ayant une incidence sur le milieu aquatique en général et le lit mineur en particulier est **conditionné à autorisation** administrative au titre de la **loi sur l'eau**.

Figure 14 : Extrait du règlement du PPR

Les ouvrages se situeront au dessus de la cote de référence de la crue centennale, à l'exception de la protection contre l'érosion du rejet d'eaux pluviales. Cette protection devra donc être correctement ancrée et ne pas constituer un obstacle aux écoulements.

5.2.3. Périmètre de protection du forage

Le forage n'étant pas déclaré d'Utilité Publique, il a été demandé par l'ARS de respecter son règlement, ce qui a été fait dans le cadre du projet présenté (évacuation des eaux pluviales du nouveau bâtiment, des séparateurs et de l'ANC en dehors du périmètre de protection rapproché).

6. SYNTHESE ET CONCLUSIONS

Le projet de rénovation du poste source d'Aiguebelle nécessite une gestion des eaux pluviales et un nouvel assainissement non collectif.

Une première étude a permis de proposer un rejet des eaux pluviales propres et des eaux pluviales traitées par infiltration superficielles. De même il a été envisagé dans un premier temps de réaliser un ANC avec une filière d'épandage classique.

A la demande de l'ARS, et compte tenu de la vulnérabilité de la nappe exploitée sous le site, la solution d'un rejet direct à l'Arc a été analysée pour les eaux pluviales interceptées par la toiture du bâtiment en projet, pour les bacs sous transformateurs (après passage dans des séparateurs) ainsi que pour l'Assainissement non collectif.

Une esquisse de gestion des eaux pluviales a donc été faite en ce sens, laquelle doit ensuite être affinée à l'issue d'une concertation avec les services de l'Etat. Elle a pour principe de collecter et de rejeter les eaux pluviales d'une superficie de 130 m² ainsi que celles issues d'une filière d'assainissement agréée de type filtre compact, au moyen d'une conduite pluviale à poser dans le talus aval du poste, sachant que le fil d'eau de sortie de cette conduite restera au dessus de la cote de référence Q100 de l'Arc.

Les incidences tant sur l'aspect quantitatif que qualitatif resteront négligeables sur le milieu aval.

Fait à Chambéry, le 14 septembre 2017



Jean-Laurent BODY

JL BODY - Ingénieur conseil hydraulicien – SIRET 511 816 324 00020 – APE 7112B
adresse : 151 chemin du Platet – 73230 Saint Jean d'Arvey
Tél : 06 83 40 39 33 courriel : jl.body@yahoo.fr